La colère contre les taxes sur la consommation est légitime : le mouvement ouvrier doit mobiliser sur une base de classe

Les appels à se mobiliser le 17 novembre contre la hausse du prix de l'essence rencontrent un énorme écho dans le pays. Il s'agit de le comprendre et d'en tirer les leçons, pour ne pas être complètement à côté de la plaque.



Non à la hausse des taxes sur l'essence… et de toutes les taxes sur la consommation courante !

Depuis un an, les prix à la pompe ont grimpé de 23% pour le diesel et de 14% pour l'essence, principalement en raison de la hausse des cours du pétrole. Mais la hausse des taxes sur l'essence est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Il faut dire que Macron a multiplié les cadeaux pour les plus riches : suppression de l'ISF, *flat tax* sur les revenus du capital… Et dans le budget 2019, Macron fait un énorme cadeau au patronat : 20 milliards de CICE et 20 milliards de baisse de cotisations sociales ! Et, en même temps, Macron matraque les catégories populaires en augmentant les taxes sur la consommation, qui frappent (en proportion du revenu) davantage les pauvres que les riches. **La révolte contre la hausse des taxes sur l'essence est donc justifiée, quelles que soient les récupérations politiciennes qui en sont faites, notamment par une partie du patronat et par l'extrême droite. Il faut supprimer l'ensemble des taxes à la consommation et augmenter les impôts sur les revenus du capital et le patrimoine !**

L'argument écologique est fallacieux. En soutenant la hausse des taxes sur l'essence, les Verts montrent que ce sont des escrocs de l'écologie et des vrais suppôts de la bourgeoisie. Avec des bons sentiments dégoulinants qui culpabilisent les travailleur/se-s, celui que les médias de la bourgeoisie cherchent à introniser comme le nouveau chef de file de l'opposition de gauche (Raphaël Glucksmann) montre lui aussi son vrai visage. Les travailleurs ne prennent pas la voiture pour le plaisir, et ils n'ont que faire des leçons de morale de cette gauche du grand capital. Par contre, on pourrait commencer par taxer le kérosène et frapper au portefeuille les bourgeois qui prennent l'avion comme d'autres prennent le train. Mais surtout, il faut remettre en cause le

mode de production capitaliste, qui est structurellement productiviste et destructeur de notre environnement. **Il faut prendre collectivement le contrôle des grands moyens de production en expropriant les grands groupes capitalistes**, à commencer par les trusts de l'énergie. Il faut planifier l'économie pour faire décroître radicalement notre consommation d'énergie tout en satisfaisant les besoins fondamentaux de chacun, et en n'hésitant pas à mettre au régime sec les grands bourgeois qui prennent l'avion 20 fois par an, remplissent leur piscine et jouent au golf.

Les directions syndicales à la ramasse

La bureaucratie syndicale a très vite réagi pour tenter de dissuader les syndiqué-e-s de s'associer aux actions du 17 novembre… sans leur offrir la moindre alternative. Depuis des années, les bureaucrates nous baladent de journées d'action en journées d'action sans le moindre résultat. La direction de la CGT critique les actions du 17 novembre parce qu'elles sont « *sans réelle ambition de bloquer l'économie* » (http://cgt.fr/Entre-exasperation-et-instrumentalisation.html) ! Pourtant, depuis des années, même quand il y a des manifestations massives à son appel, la direction confédérale ne parle jamais de bloquer l'économie ! Elle se contente de multiplier les journées d'action qui ne bloquent rien du tout, et refuse constamment d'envisager la moindre préparation d'une action de grève de masse qui bloque vraiment les profits. Dans le même temps, ceux qui découvrent soudainement qu'il faut bloquer l'économie en appellent à défendre « notre modèle social et républicain ». Or, quand le mouvement ouvrier est incapable d'ouvrir des perspectives, d'autres s'en chargent. De ce point de vue, la stratégie perdante des directions syndicales ne peut que profiter à l'extrême droite. Les leçons de morale assénées aux travailleur/se-s, sans offrir la moindre perspective, s'assimilent en fait à du mépris.

La direction du NPA n'offre pas d'alternative claire aux bureaucraties syndicales

Malheureusement, la direction de notre parti n'a pas pris la mesure de la situation et s'aligne sur la position des directions syndicales (https://npa2009.org/agir/politique/hausse-de--prix-une-seule-solution-augmenter-les-salaires). Notre parti oppose la hausse des salaires à la lutte contre les hausses des taxes sur l'essence au lieu de les combiner dans un programme de transition révolutionnaire. Et, sur le plan pratique immédiat, au lieu de s'adresser à l'ensemble des forces du mouvement ouvrier pour intervenir dans la situation, de proposer en un mot un front unique ouvrier en alternative à l'extrême droite, notre parti nous renvoie (sans même critiquer leurs limites!) aux prochaines journées d'action appelées par les bureaucrates !

Cette logique politique défaitiste et frileuse nous empêche de trouver un réel écho parmi les travailleur/se-s, au delà de la sympathie qu'inspirent nos porte-parole.

Notre parti devrait faire la promotion de l'initiative du 10 novembre regroupant des

équipes syndicales lutte de classe (https://tendanceclaire.org/breve.php?id=30748). Notre parti devrait à la fois construire ces cadres lutte de classe, œuvrant à la construction du front unique ouvrier, donc contestant la politique des bureaucraties syndicales, et populariser, de façon pédagogique, un programme communiste révolutionnaire.

Contrairement aux réformistes, il s'agit d'expliquer que, dans un contexte de crise, la mise en œuvre d'un programme de réformes progressistes est impossible sans rupture avec le capitalisme. D'où la nécessité d'une révolution socialiste qui s'attaque aux structures fondamentales de la société capitaliste, c'est-à-dire à la propriété et aux rapports de production capitalistes.

Crédit photo: Photothèque Rouge/Babar

Gaston Lefranc, le 11 novembre 2018